

La Valette, le paradis

Comment fonctionne la NEF ?

L'Empowerment Programme a été voté dans le cadre du budget 2006-2007 dans un contexte de réforme économique du pays. Institué pour une durée de cinq ans (jusqu'en 2011) et doté d'un budget d'environ Rs 5 milliards, il est devenu opérationnel le 7 juillet 2006 avec la constitution de son Comité de Direction (steering committee). Compte tenu de l'ampleur des activités et de la nécessité de rendre plus flexibles les processus de décision et de mise en place des programmes, la National Empowerment Foundation (NEF) est créée en juillet 2008. L'organisation de cette nouvelle compagnie publique à but non lucratif, chargée de piloter et mettre en œuvre ce programme, permet d'améliorer le fonctionnement de l'institution, de renforcer et de professionnaliser son personnel. Elle a pour président Robert Desvaux.

Depuis l'entrée en vigueur du budget du gouvernement de juillet 2009, et dans un souci de cohérence, la NEF s'est vue confiée la mission de coordonner divers programmes et organismes préexistants. Parmi se trouve l'Integrated Social Development Programme (ISDP) qui vise à fournir un appui aux familles les plus démunies.

À travers son approche, il intègre tous les facteurs liés au développement social : emploi, logement, éducation, santé, responsabilité, savoir-vivre. Il tend ainsi à briser le cercle vicieux de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Il ne s'agit donc pas d'un programme de logement social mais d'un projet intégré, où les bénéficiaires sont appelés à contribuer de leur personne sur le plan financier et moral. Les bénéficiaires s'engagent, à travers un contrat social, à atteindre des objectifs en termes de formation en vue d'un emploi stable, d'éducation de leurs enfants et de responsabilité civique. Ils sont identifiés par le Trust Fund for the Social Integration of Vulnerable Groups, suite à une enquête de terrain approfondie. Un Life Skill Training est ensuite dispensé. Cet accompagnement social des familles bénéficiaires, avant et après leur relogement, comprend des sessions de sensibilisation qui traitent des aspects suivants : développement des compétences interpersonnelles, autonomisation, fondamentaux de la culture vivrière, environnement sanitaire, civisme, planning familial, gérer les conflits, le Sida, santé, la lutte contre l'alcoolisme, entre autres. Des cours d'alphabétisation font également partie du programme pour ceux qui en expriment le besoin.

Un groupe de coordination (Coordination Working Group) a été constitué pour coordonner, à travers une approche intégrée, les diverses formes d'appuis apportés aux bénéficiaires sur le terrain. Il regroupe des membres de la NEF, du programme Eradication of Absolute Poverty (EAP), du Trust Fund for Integration of Vulnerable Groups (TFIVG), de diverses ONG, du secteur privé et des représentants des familles qui résident à La Valette.

Dans le cadre de l'Integrated Social Development Programme (ISDP), le village intégré de La Valette, village modèle de Bambous construit dans le cadre d'un projet de réinsertion sociale, a accueilli ses premiers habitants en avril 2009. Depuis, ce sont 200 familles qui y ont élu domicile avec des conditions de logement imposées par la National Empowerment Foundation (NEF) sous forme de contrat social. Depuis, quatre familles ont été menacées d'éviction pour non-respect de ce contrat social, et La Valette est perçue comme un projet qui prend l'eau de toute part. Zoom sur cette expérience qui semble tourner mal...

À la nuit tombée, les jeunes se rassemblent dans la rue pour écouter de la musique ou consommer de l'alcool



Vendredi, 19 h, au village de La Valette à Bambous. Dans la première ruelle du village, quelques enfants font des répétitions dans la cour d'une maisonnette. Ils s'organisent pour la Journée de l'environnement qui, au village, sera célébrée le 19 juin. Ils comptent présenter un sketch à cette occasion. Dans cette partie du village, tout est paisible, les jardins et la rue sont bien entretenus. Cependant, plus loin, au cœur du village, l'atmosphère est tout autre. Musique à un volume assourdissant qui agresse le voisinage, jeunes qui trainent les rues consommant de l'alcool...

À côté du terrain de basket, le container faisant office de boutique fonctionne toujours, alimentant les habitants en nourriture et produits divers. « Mo na pa kone

ki ler li ferme. Li ouver tou le zour ek nou kapav aste nou bann zafer laba », lance une habitante. Autour de ce petit commerce, des jeunes se rassemblent. Certains, dans un coin sombre, fument et écoutent de la musique. D'autres discutent alors que quelques jeunes avancent nus pieds dans le village avec une bouteille de bière à la main. Pour les plus petits, le village est un terrain de jeu. Avec une roue de vélo, ils gambadent dans les rues.

« Sa bann zanfan la zot lese a zot mem. Aswar la zot pe marse ek zot paran pa dir zot nanie. Pou zot se enn zafer normal », lance Thelina (Ndlr : prénom fictif), une habitante du village. Pour elle, il s'agit de non respect du voisinage et du contrat social. Parmi les conditions à respecter : avoir un emploi fixe ou être en formation,



Bruno Cully, président de l'Association du bien-être de La Valette

Les familles de La Valette ont reçu cinq poules pondeuses pour leurs propres besoins de consommation. Elles bénéficient du soutien du Mouvement pour l'autosuffisance alimentaire



DUBREUIL

Quatre familles refusent l'aide du ministère de l'Intégration sociale

23 maisons seront construites pour les ex-squatters de Dubreuil et six autres pour les familles pauvres de la région. Cependant quatre des 29 familles ont refusé de prendre part au programme du ministère de l'Intégration sociale et de la National Empowerment Foundation (NEF). Selon nos informations, elles ont choisi de construire leur maison elles-mêmes, par leurs « propres moyens ».

La NEF a déjà lancé l'exercice d'appel d'offres et alloué le contrat de construction à une compagnie. La construction débutera prochainement, soit une fois les démarches administratives complétées. Les travaux prendront fin en février.

Les maisons seront d'une superficie de 39 m² et nécessiteront un investissement de Rs 500 000 chacune. Les bénéficiaires, payeront uniquement la moitié de la somme sur une base mensuelle. Le coût total du projet n'a toutefois pas été dévoilé ; le coût des travaux d'infrastructures n'étant pas encore déterminé.

Un projet de logements sociaux est aussi prévu pour les anciens squatters de Marjolaine à Cité-la-Cure où quelque 40 maisons seront construites. À Karo Kalyptis (Roche-Bois), 109 lots de terrain ont été alloués aux ex-squatters et la construction des maisons est prévue bientôt.

perdu...



Le village de La Valette a connu une nette dégradation depuis que certaines familles ne respectent plus le contrat social signé avec la NEF

assumer le remboursement mensuel des logements, scolariser les enfants ; suivre rigoureusement les sessions d'accompagnement social et respecter l'environnement et le voisinage, l'harmonie sociale et la sécurité.

« Les enfants à cette heure devraient être à la maison en train de dîner et non pas en train de traîner les rues », dit-elle sur un ton ferme. Notre interlocutrice, explique qu'avant d'avoir les clés de leurs nouvelles maisons, tous les habitants ont suivi un programme de formation en vue d'entretenir de bonnes relations de voisinage. Mais la situation s'est quelque peu détériorée depuis quelque temps.

Si le soir, ce sont les plus grands sous l'emprise de l'alcool qui sont une menace pour le bien-être social, durant la journée, ce sont les plus jeunes qui sèment le trouble. Alors qu'ils devraient être à l'école, certains enfants se promènent dans les rues et importunent les voisins. « *Zot avoy ross dan la cour, apre zot sove. Monn deza hoz ek zot paran me sa napa finn servi nanie. Enn de fwa mo per pou krey ek zot parski bann paran-la kapav mal pran seki pe dir zot. Zot napa rann zot kont ki zot pe viv en kominote isi* », fulmine notre interlocutrice.

Assistanat

La démission des parents, l'absence d'attitude positive de certains chefs de famille face au bien-être de tous sont dénoncées par les membres de l'Association Bien-être de La Valette (ABLV). « *Invit zot bann aktivite, dir zot vini pou nou diskite lor bann problem dan nou kartie, me zot napa interesse* », explique Bruno Cully, le président de ce mouvement. Pourtant, son mouvement prend de nombreuses initiatives pour l'amélioration de la vie au village. Et le rôle des officiers de la NEF ? « *Napa kapav repress zot nanie. Zot la, zot ed nou, zot enkadre nou. Ena enn de fami ki pale ekoute, ki nek fer par zot latet ek sa li domage* », dit M. Cully.

Le village de La Valette représente pourtant pour ses habitants l'occasion de tout recommencer à zéro. Avec la participation du Mouvement pour l'autosuffisance alimentaire (MAA), plusieurs familles ont reçu cinq poules ponduses chacune, pour leurs propres besoins de consommation et éventuellement ceux de leur voisinage. D'autres ont suivi une formation en horticulture pour développer leurs compétences et leur employabilité comme jardiniers, et éventuellement comme cultivateurs. Le



Les membres de l'Association du bien-être de La Valette disent ne plus savoir à quel saint se vouer. Certaines familles refusent d'entendre raison quant à leur comportement social

projet initial de village intégré promettait également la mise en place d'une aire de création de biogaz à partir de déchets domestiques et issus de l'élevage de poules, ainsi qu'un projet collectif de fabrication de compost et d'engrais naturel à partir des déchets ménagers. Cet engrais devait être destiné aux familles qui cultivent des fruits et légumes dans leur cour.

Le manque de soutien des organismes est, pour certains habitants, la cause de ce mal. « *Ena zot napa le fer nanien. Zot anvii gagn tou, zot pale paye, zot pale travay. Zot assiste de tou bann manyer posib* », dit Thelina. Abondant dans le même sens, Bruno Cully affirme que « *pou enn dimounn sorti dan pourete, bizin ena volonte* ». Et d'indiquer qu'une soixantaine de maisons cette année ont été déconnectées en eau et électricité. Les factures accumulées totalisaient dans certains cas quelque Rs 23 000. Ces familles ont reçu l'aide de la State Land Development Company (SLDC) pour le paiement des factures. « *SLDC finn paye enn parti, apre bann fami finn pey leress* », explique M. Cully.

La plupart des familles sont régulièrement assistées. Les enfants bénéficient tous les matins de petit-déjeuner, d'un soutien scolaire et d'un encadrement social.

Mais certains parents trouvent le moyen pour ne pas les envoyer à l'école. D'autres se réfugient dans l'alcool alors que sa vente est interdite dans le village. Une mesure contournée par certaines familles, qui le commercialisent, soutiennent des femmes. « *Premie zafer ki bizin arete isi se bann dimounn ki pe vann labwason parski tou le zour mo pe bizin al rod mo mari kot sa bann dimounn la. Zot buwar dan lakaz ziska byen byen tar ek zot vann labwason ek bann habitant* », explique l'une d'entre elles.

Pour cette femme âgée d'une vingtaine d'années, la commercia-

lisation des boissons alcoolisées dans ce village est la mauvaise herbe à enlever. La consommation d'alcool a été à l'origine de nombreuses bagarres dans le village. « *SMF inn deza vini enn zour pou mett enn lord* », avance une autre. Pour Thelina, le chômage

qui touche chefs de famille n'est qu'une excuse. « *Zot napa anvii travay. Zot trouv travay tro difisil* ». Une attitude qui mène à la dérive une société bâtie dans l'intérêt de familles qui jusqu'alors n'avaient aucun toit. Pour Bruno Cully, si le contrat social était respecté de tous

et si la collaboration sociale était présente chez chaque habitant, le village intégré de La Valette aurait été un « *vrai petit coin de paradis* ». Mais on en est loin.

SANDRINE AMÉLIA
JAYSON PAUL

Un village intégré sur 5 arpents à Gros-Cailloux



Une vue du projet de village intégré à Gros-Cailloux

Le ministère de l'Intégration sociale et de l'Economic Empowerment annonce la mise en chantier d'un projet de village intégré à Gros-Cailloux. Mis en œuvre par la National Empowerment Foundation (NEF), organisme sous la tutelle du ministère de l'Intégration sociale, ce projet est calqué sur le village intégré de La Valette, Bambous. Le concept est le même : permettre le développement et l'épanouissement des familles à travers un accompagnement et soutien social. Alors que La Valette compte 200 maisons, ce village à Gros-Cailloux sera doté de seulement 59 maisons destinées aux plus démunis. Le projet concerne les familles aux

revenus mensuels de moins de Rs 5 000. Toutefois, ces familles devront respecter un contrat social avec la NEF : donner une scolarité à leurs enfants, travailler et préserver leur environnement, entre autres. Le village sera construit sur un site de cinq arpents avec des maisons d'une superficie de 30 M2 l'unité. Chaque unité de logement offrira des possibilités d'agrandissement. Des services d'accompagnement social portant sur l'éducation, le sport, le placement et la formation seront offerts aux familles. Un centre communautaire, des magasins et un jardin d'enfants y seront construits.